

# Comment le jeu des crises et des contraintes organise les pratiques de changements collectifs dans l'histoire et aujourd'hui avec l'arrivée de Trump

Dominique Desjeux, anthropologue, Professeur émérite à l'université de Paris Cité, Sorbonne SHS

## Introduction : Rappel sur la méthode d'observation anthropologique



1 - Rechercher dans les sources du passé les constantes qui sous-tendent la diversité des comportements humains à travers le monde, pour faire apparaître ce qui est vraiment nouveau et imprévisible aujourd'hui (1ère partie)

Observation à Canton en novembre 2024

2 – Quand une crise émerge, comme celle qui est provoquée par l'arrivée de Trump en janvier 2025, une des méthodes consiste à se focaliser sur les pratiques, les objets, les espaces, la logistique, les réseaux sociaux « prénumériques » et les jeux d'acteur avant de centrer sur les déclarations et les valeurs qui relèvent souvent plus de la justification de l'action que de la pratique.

Cet écart entre valeurs et action s'explique par les contraintes matérielles, sociales et symboliques du jeu social. Elles font évoluer en permanence la situation dans laquelle jouent les acteurs sociaux, comme je vais essayer de le montrer pour le cas des États-Unis et de la montée inattendue d'un pouvoir populiste, libertarien et autoritaire (2e partie qui sera écrite au fil de la mise en place de l'administration Trump entre janvier et mai 2025).

# Partie 1 : Une expérience de l'observation des crises entre 1968 et 2024

Pour aborder la question des crises, j'ai choisi de décrire des pratiques d'acteurs, dans des espaces spécifiques, avec des objets pour en faire ressortir les logiques sociales. Ces observations, qui ne seront qu'évoquées ici, pourront, ou non, être croisées ensuite avec les autres interventions sur les dynamiques du langage. L'articulation entre les différentes approches disciplinaires dépendra le plus souvent de la focale et de l'angle d'observation de chacune de ces approches.

Le principe des échelles d'observation est que ce que l'on observe à une échelle disparaît quand on change d'échelle. Par chance, les phénomènes de crise peuvent s'observer à différentes échelles du macrosocial au microindividuel, ce qui n'est pas le cas de tous les phénomènes sociaux.



Sur les échelles d'observation en anglais, par Dominique Desjeux : <https://hal.science/hal-04851976v1/document>

Le but n'est donc pas de donner une définition de la crise a

priori, mais de faire apparaître les composantes des changements au fur et à mesure de l'émergence de perturbations, depuis 1968, sous forme de rupture, le plus souvent ci-dessous, de mouvements sociaux.

La description permettra au fur et à mesure de faire ressortir les caractéristiques du contenu des crises. Il peut y avoir des changements sans crise, mais toute crise est liée à une forme de changement momentanée ou plus permanente. Toute crise relève à la fois de la permanence et de la rupture. On retrouve ce même type d'approche dans le livre de Peter Turchin, publié en 2024, *le chaos qui vient. Élite, contrée limite, et la voie de la désintégration politique* (Le Cherche Midi) dans lequel il montre que quand il y a surproduction des élites et augmentation des inégalités, il y a émergence de crises et de mouvements sociaux.

J'utilise donc une approche inductive basée sur l'observation des pratiques au moment des crises et principalement de mouvements sociaux depuis novembre 1967. Grâce

à la présentation d'une partie de ces enquêtes, je vais reconstituer l'itinéraire d'un apprentissage de l'observation des crises pour en tirer une ou deux leçons.

## Une expérience de crise déstabilisante à l'université de Nanterre (1967-1968)

Mai 1968 a été un moment important d'apprentissage de la politique, des relations de pouvoir, de la conflictualité et des mouvements collectifs. C'est une découverte déstabilisante, car j'ai compris autour de mes 20 ans que la gentillesse, l'humanisme ne suffisaient pas... Mais c'est une découverte utile pour mieux agir dans les champs de pouvoir de la réalité sociale. Une dimension à retenir pour qualifier une crise est qu'elle renvoie à un moment de déstabilisation sociétale ou intérieur.



*Une photo d'archive où je participe à un groupe de travail d'étudiants, lancé par Daniel Cohn-Bendit en mars 1968, à Nanterre, retrouvée par hasard sur un site.*

<https://consommations-et-societes.fr/2018-05-18-d-desjeuxsur-mai-68-a-nanterre-en-france-1998/>

Ensuite j'ai appris à observer plusieurs formes de conflictualité et de crises grâce à Michel Crozier qui, en 1967, enseignait à Nanterre les logiques françaises du changement par crise. J'y ai appris l'analyse stratégique des relations de pouvoir qui s'organisent autour des zones d'incertitude. J'ai fait ma maîtrise sur le corps des Mines sous sa direction et travaillé deux ans avec lui et Erhard Friedberg, entre 1969 et 1971, sur la politique industrielle. Ensuite, j'ai fait ma thèse de 3e cycle sur les transformations agricoles à Madagascar, avec Alain Touraine qui enseignait à Nanterre les mouvements sociaux. J'ai fait ma thèse d'État sur le Congo et les transformations des sociétés paysannes avec Georges Balandier qui était professeur à la Sorbonne et travaillait sur les mutations des sociétés africaines.

Un apprentissage méthodologique : Comprendre les crises par l'observation, les discussions et l'image (photos et vidéos)

Mai 1972 à Madagascar.



<https://consommations-et-societes.fr/1972-luites-politiques-a-madagascar-dominique-desjeux/>

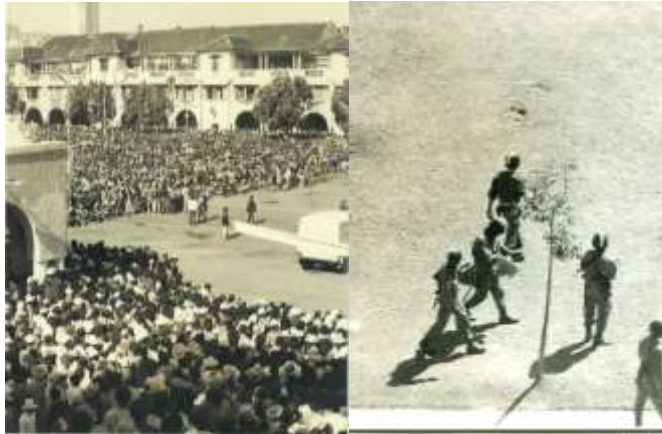
Une crise politique peut naitre d'un mécontentement social lié, par exemple, au poids des impôts sur la population, comme à Madagascar en 1972, en France en 1789 ou avec les gilets jaunes en 2018.

La méthode pour comprendre une crise consiste à décrire l'histoire en train de se faire grâce au repérage des groupes sociaux obtenus par des interviews et par des observations (photos, vidéos), les objets, les lieux et les imaginaires, comme on le verra ci-dessous.



*Le coup d'État des militaires malgaches en mai 1972. Je suis avec une collègue malgache à une vingtaine mètre du podium (photo D. Desjeux avec une collègue malgache avec mon appareil).*





*Manifestation contre le président Tsiranana : les gaz lacrymogènes, les FRS (photos Patrick Lefur, un collègue agronome français)*



Meeting à l'université (photos D. Desjeux, 1975 et 1974)

Ce que m'a appris ce premier mouvement social hors de France c'est que le déclencheur des crises est souvent imprévisible parce que les logiques souterraines des crises qui amènent à une explosion sont bien souvent invisibles. La crise est la résultante d'un effet de situation, d'un effet d'acteurs et d'un effet de structure, dont chaque effet est difficile à pondérer. Tout cela peut s'observer par l'image et l'interview utilisées comme des indices descriptifs des crises.

### **La tontine situationniste : un modèle d'explication de la succession des crises politiques et des coups d'État par les armes au Congo (1975-1979)**

Le modèle d'interprétation des crises politiques liées à des coups d'État successifs au Congo montre que la circulation des élites fonctionne comme une tontine, où chaque fraction de l'élite a accès au pouvoir et à l'accaparement des richesses chacune à leur tour ou toutes en même temps, sur une base ethnique et clientéliste. La circulation des élites au sommet de l'État fait tourner l'accès des différentes clientèles à la redistribution des richesses.

Quand la redistribution ne fonctionne plus, l'armée joue un rôle important de relance de la tontine au profit d'une nouvelle clientèle. Aujourd'hui les coups d'État continuent en Afrique de l'Ouest (Mali, Niger, Burkina Faso, Centre Afrique avec Wagner). C'est la capacité

à avoir accès aux armes qui entretient les crises politiques par coup d'État, lequel se légitime par la paupérisation de large fraction de la population qui n'a pas accès à la redistribution.

<https://consommations-et-societes.fr/1980-d-desjeux-le-congo-est-il-situationniste-20-ans-dhistoire-politique/>

## La crise comme expression des conflits entre générations en République Démocratique du Congo (1997)



La méthode d'analyse de la crise a consisté à décrire les pratiques funéraires et à recueillir les discours de contestation.

Ivan Vangu montre que la mort des jeunes à Kinshasa est l'occasion de développer deux formes de contestation organisationnelle et symbolique.

La première consiste à mettre en place dans les quartiers pauvres de Kinshasa des groupes d'animateurs de deuil organisés par des jeunes, à l'exclusion des adultes, et qui prennent en charge toute la cérémonie à la place des « vieux ».

La deuxième consiste à détourner le sens des chants traditionnels de deuil au profit d'allusions sexuelles, souvent très directes ou de jeux de mots codés contre les oncles maternels qui « mangent » les jeunes — les font mourir —, pour s'enrichir, et contre le pouvoir politique de Mobutu ou des églises, à l'époque.

La violence des paroles, notamment sexuelles, faites de mots crus qui ne vont pas de soi, exprime dans l'imaginaire le symétrique de la violence des adultes faite aux jeunes, qu'elle soit réelle ou persécutive. Que ce soit dans les accusations de « sorcellerie » qui traditionnellement accompagnent tout rituel mortuaire, ou que ce soit par rapport à la non-redistribution des richesses ou à l'accaparement des femmes — les « *deuxièmes bureaux* » —, par la classe politique, les funérailles sont réinterprétées par les jeunes comme une « *mise en scène de cette crise de la redistribution* ».

L'enquête sur les rites funéraires en République démocratique du Congo a été réalisée par Ivan Vangu, sous la direction de Dominique Desjeux. Elle a été publiée sous le titre : *Jeunesse, funérailles et contestations sociopolitiques en Afrique*, en 1997 (L'Harmattan).

## Liens entre mouvement social, rumeur et tensions entre grands ensembles et habitat pavillonnaire : une crise urbaine en 1994 en France.

L'enquête décrit de façon ethnographique, avec les termes de l'époque, le contexte de vie entre habitat pavillonnaire et Cité, puis la montée de la tension suite à l'annonce de la mort d'un jeune, l'expression et la gestion de la violence et pour finir l'apaisement provisoire.

« Entre cité et pavillons, chacun vit dans deux mondes séparés, malgré les efforts de la municipalité et du maire qui parle arabe, pour créer des passerelles. Les uns ont peur et les autres se sentent rejetés. Pour la police, la cité est perçue « *comme “un peu plus criminogène” que la normale* », mais sans plus. Les équipes de la police municipale « *ont peu de contact avec les jeunes qu'ils perçoivent de manière négative : ils ne travaillent pas, ils boivent.* » Il y a régulièrement « *trois ou quatre jeunes ivres qui jettent des canettes de bière sur la police.* »

En avril 1994, un drame éclate. Deux récits sont recueillis pour reconstituer le processus d'émergence et de gestion de la violence urbaine. D'après les pouvoirs publics, le samedi 23 avril, « *vers 21 h 30, un cadavre est découvert et la police nationale se rend sur les lieux. Les policiers entendent une rumeur, celle d'un crime raciste. La police balise le lieu du crime en créant un périmètre de sécurité pour éloigner les badauds. Elle interroge des gens qui se trouvent là. La police prévient les pompiers qui appellent le SAMU. L'enquête judiciaire démarre* ».

« *À partir de ce moment, l'enquête ne concerne plus le commissariat de Chelles, car il s'agit d'un crime. C'est le SRPJ de Versailles qui se charge de l'affaire. L'adjoint du commissaire raconte que même si les jeunes se déplacent jusqu'au commissariat, la police ne peut leur donner aucune information, car elle est dessaisie de l'enquête* ». »

[...] Le lundi 25 avril, la SRPJ perquisitionne plusieurs pavillons, mais aucun ne correspond à la description qui avait été faite. « *Le soir, dans la voiture qui le conduit à la police judiciaire, BB avoue être l'auteur du meurtre. Il explique que malgré le fait que BA et lui-même étaient amis, celui-ci le maltraitait et le rackettait. Il dit à ce propos : “j'ai été son souffre-douleur”* ».

Vers 21 h 30, la police intervient près du centre commercial de Chelles où se sont regroupés des jeunes qui menacent de passer à l'action. « *Dans la nuit, certains jeunes dégradent 7 véhicules dont un bus et un camion, et blessent 10 fonctionnaires de police par des jets de pierre. Ils molestent également trois civils. Un second groupe composé d'une cinquantaine de jeunes jette des bouteilles incendiaires dans les autres quartiers, dont celui du commissariat, et sur les véhicules des habitants. Cinq personnes sont interpellées.* » À partir du mardi 26 avril, le calme revient progressivement. Vers 17 h, une réunion est

organisée pour révéler l'identité du coupable. *« La réaction des jeunes à ce propos est l'incrédulité. Selon eux, c'est la police qui aurait fait avouer BB par la force. »*

Les jeunes ont leur propre récit. Ils racontent que le samedi 23 avril, ils *« apprennent par le bouche-à-oreille la mort d'une personne dans le bois qui se situe près de la cité : "on nous a dit : il y a un mort à la plaine" »*. Le dimanche 24 avril, *« la cité est bouleversée par la nouvelle de la mort de BA [...] L'après-midi, le frère de la victime, interroge BB qui donne sa première version : le propriétaire d'un pavillon à qui il aurait voulu voler un vélo aurait poursuivi BB et l'aurait tué [...] Le soir même, deux voitures sont incendiées et les jeunes de la cité lancent des pierres. Selon un jeune, ce sont les gens des pavillons qui auraient prévenu la police. Lorsque les policiers arrivent, les affrontements commencent. Le maire arrive sur les lieux avec son adjoint et tente de dialoguer avec les jeunes. Personne ne l'écoute, certains jeunes lui lancent même des pierres. [...] Les jeunes parlent de nombreux dérapages commis par les forces de l'ordre »*.

*« Les émeutes ont surtout eu lieu la nuit. La journée était réservée à la préparation des actions. Les événements des deux nuits sont associés dans l'esprit des jeunes. Il semble cependant que la deuxième nuit, les jeunes étaient mieux organisés et disposaient de réserves préparées l'après-midi : pierre et bombes incendiaires »*.

[...] *« Pendant les émeutes, les rumeurs qui circulaient parmi les jeunes ont joué un rôle important dans la montée émotionnelle des tensions qui transforment un « fait divers », comme le rappelle le maire, en un crime raciste. On n'est pas très loin du modèle persécutif déjà analysé pour la sorcellerie et les théories conspiratoires du pouvoir. La rumeur fait état d'un meurtrier qui serait un ancien policier, ou un habitant des pavillons ou une personne d'outre-mer qui aurait utilisé une machette ou un couteau, et donc une arme blanche. Une autre rumeur évoque un rapport sexuel entre hommes et le chantage qui en est suivi. Les femmes sont accusées de colporter ces rumeurs, etc. »*

[...] On comprend que dans une émeute urbaine, la force d'une rumeur ne tient pas dans son rapport à la réalité. Edgar Morin et son équipe, dont le sociologue de l'alimentation Claude Fischler, dans son livre de 1969, *La rumeur d'Orléans*, avaient déjà démontré qu'il y avait bien souvent de la fumée sans feu. La force d'une rumeur tient dans sa cohérence émotionnelle. Elle permet l'expression dans l'imaginaire des angoisses du quotidien, que ce soit par rapport à l'identité, au sexe ou à l'autorité. Ceci ne signifie pas par ailleurs que les problèmes du quotidien qui sont rappelés dans l'enquête n'existent pas. Ils sont bien réels. C'est l'émotion qui s'exprime par le relais de la rumeur qui leur donne un sens. Gérer une émeute, c'est gérer de l'émotion brute. »

L'enquête a été réalisée par deux anthropologues Isabelle Gobatto et Joëlle Simongiovani avec la participation de 4 étudiants du Magistère de Sciences Sociales de la Sorbonne (université Paris Descartes) à la demande du professeur Jean Paul Grémy de l'IHESI (Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure) et sous la direction scientifique de Sophie Taponier (Argonautes) et de Dominique Desjeux. »

Chapitre 11 « Les émeutes urbaines de 1994 dans une cité de Chelles, un analyseur des tensions sociétales », in Dominique Desjeux, 2018, *L'empreinte anthropologique du monde. Méthode inductive illustrée*, Peter Lang

## La dimension symbolique des espaces occupés pendant un mouvement social : les gilets jaunes en 2018 en France

« Le mouvement des gilets jaunes mobilise à la fois des répertoires protestataires originaux, comme l'occupation des ronds-points, et d'autres que l'on retrouve dans de nombreux mouvements sociaux dans le monde, comme l'occupation des places centrales dans les villes. Les réseaux sociaux numériques permettent une double occupation de l'espace. On retrouvera ci-dessous ces éléments logistiques, stratégiques et matériels avec Trotski puis Elon Musk.



in <https://consommations-et-societes.fr/2019-10-d-desjeux-de-la-cite-ideale-de-ledoux-1775-aux-ronds-points-des-gilets-jaunes-2018/>

par D. Desjeux, anthropologue

Les espaces les plus significatifs sont périurbains, avec les ronds-points giratoires.

Certains de ces espaces sont proches des centres commerciaux et des lieux de stockage du pétrole raffiné. Les péages des autoroutes symbolisent la mobilité pendulaire entre le lieu de résidence et le lieu de travail. La taxe sur le gasoil, les radars, les postes de

péage représentent les contraintes de la mobilité. Le rond-point giratoire est le symbole de cette inquiétude plus ou moins diffuse, de cette impression de tourner en rond. Ces espaces conditionnent la mobilité. Les gilets jaunes sont prêts à les bloquer.

Le rond-point devient le nouveau lieu de rassemblement de ceux qui se retrouvent sans lien social ou sans travail, au chômage ou à la retraite. C'est le nouveau café du village où l'on « apporte son manger ». C'est un lieu mixte, mais qui reproduit la classique division sexuelle des tâches avec la femme qui s'occupe de la cuisine et l'homme du feu. Le brasero fournit la chaleur grâce aux palettes qui viennent des usines ou des supermarchés. On y plante sa tente. On y construit un abri comme dans les ZAD. Il y a un côté nomade avec un ancrage local fort. Les « minorités visibles », les personnes d'origines étrangères et les personnes en situation de handicap en sont quasiment absentes. Les lieux et les objets choisis par les gilets jaunes résonnent avec leur vie quotidienne qui relève plus de la consommation économe et de la mobilité coûteuse que de la production et du travail.

La deuxième occupation de l'espace est urbaine. En cela les gilets jaunes sont dans la continuité des nouveaux mouvements sociaux urbains qui ne portent plus sur les lieux de production, mais sur les lieux de la mobilité et du pouvoir que sont les grandes places comme Zuccotti Park à New York (2011), la place Tahrir au Caire (2011), la place Taksim à Istanbul (2013), la place Yitzhak Rabin à Tel-Aviv (2018) ou la place de la République à Paris (2016).

En 2018, l'Arc de Triomphe et les Champs-Élysées, deux lieux d'affrontements importants, symbolisent les lieux du pouvoir. Ce sont des lieux qui relèvent plus de la tradition française nationale, celle qui a manifesté pour De Gaulle en mai 1968, que de la tradition française sociale qui se retrouve entre Denfert-Rochereau, Bastille, République et Nation. Les drapeaux rouges ont disparu. Le drapeau français et les drapeaux régionaux occupent l'espace. Bourges a été choisie parce qu'elle est au centre de la France. Mais symboliquement, Bourges évoque aussi Jeanne d'Arc qui vient chercher le roi Charles VII pour le faire couronner et repartir à la conquête de la France. Les thèmes des manifestations évoquent Robespierre et les têtes coupées, symbolique proche de l'ultra gauche. Les bonnets phrygiens symbolisent autant la liberté que l'époque de la Terreur entre 1793 et 1794.

Les lieux symboliques, les objets du quotidien, les signes de l'histoire qui symbolisent la libération et la violence font ressortir un imaginaire composite qui permet en même temps d'unifier un mouvement social hétérogène et de se libérer dans l'imaginaire des contraintes très fortes de la vie quotidienne.

C'est un imaginaire proche de l'univers des mouvements populistes, terme utilisé ici d'un point de vue descriptif, une idéologie qui oppose le peuple aux élites en faisant directement appel au chef sauveur, celui qui les délivrera de toutes les pesanteurs

institutionnelles et organisationnelles qui font la réalité de la vie en société, c'est-à-dire les entreprises, les administrations, les syndicats, les associations, les partis politiques, les médias. Il y a aussi un côté anarchiste c'est-à-dire sans chef qui rappelle les mouvements sociaux de la fin du XIXe siècle. Ce retour dans les pesanteurs sociétales divises le mouvement des gilets jaunes qui doit choisir entre s'organiser politiquement, voire participe au grand débat, ou continuer à occuper des lieux symboliques pendant des semaines, voire des mois avec pour seul moteur la colère. »

<https://consommations-et-societes.fr/2019-january-to-march-the-yellow-vests-in-france/> D. Desjeux

## Le rôle des crises dans l'histoire comme déclencheur du changement des croyances, des pratiques ou des rapports sociaux



Mon travail de recherche, publié en 2022, qui a duré une dizaine d'années, cherchait à comprendre comment « l'innovation » chrétienne avait réussi à s'implanter dans le monde romain. En simplifiant la réalité historique, j'ai organisé ce processus de changement sur 16 siècles et autour de 5 grandes crises. *Le marché des dieux* est un livre qui montre comment les différents peuples sont à la recherche des dieux les plus efficaces pour lutter contre les incertitudes de leur environnement, pour limiter les crises et garantir leur sécurité familiale, alimentaire, sanitaire ou militaire.





Le 7 février 2025, Robert Reich, ancien secrétaire d'État au travail sous Clinton, classé à l'aile gauche du parti démocrate, dénonce aussi sur son blog un coup d'État. Le 14 février il ajoute : » « *L'ingérence d'Elon Musk dans la machine gouvernementale fait partie du coup d'État. Musk et ses rats musqués n'ont aucun droit légal de s'introduire dans le système de paiement fédéral ou dans tout autre système de données sensibles qu'ils envahissent, pour lequel ils continuent de collecter du code informatique.*

Tout concourt à démontrer que la mainmise de Musk à travers le Département de l'Efficacité Gouvernementale (DOGE) relève d'une tentative de coup d'État, mais sous une forme qui diffère de celles que j'ai décrites ci-dessus et que nous avons connues dans l'histoire depuis Jules César, en passant par le Chili, les printemps arabes ou la tentative du groupe Wagner en Russie en 2023.

En mai 1972, à Madagascar c'est un grand mouvement social qui entraîne le départ du président Tsiranana et l'arrivée au pouvoir de militaires qui ne l'avaient pas vraiment demandé. Le point important est que ce coup d'État fait suite à une grande mobilisation populaire qui demande et obtient le départ du Président en place à l'inverse de la prise du pouvoir numérique et politique par Elon Musk, comme si l'échec de l'occupation du Capitole mené par Donald Trump le 6 janvier 2021 avait servi de leçon pour ne pas recommencer les erreurs de cette première tentative de coup d'État manqué. Avec Elon Musk, le peuple est absent. Aucun coup de feu n'est tiré, ce qui est plutôt remarquable dans un pays surarmé comme les États-Unis.

C'est un coup de force libertarien en faveur des plus riches, contre l'aide aux plus pauvres et contre les régulations du « deep state », « l'État profond », qui « empêche » les riches d'être innovant. Cet État est pourfendu par Donald Trump, par le fondateur de PayPal, Peter Theil, dans son livre de 2014, « De Zéro à un » et par tous ceux qui ont une vision conspiratoire du pouvoir.

Ce « coup » participe du courant libertarien exposé par Ayn Rand dans son roman *La grève*, publié en 1957. Dans ce livre elle raconte l'histoire d'entrepreneurs qui font la grève pour faire tomber l'État fédéral et montrer que ce sont les entrepreneurs qui doivent diriger la société. Comme le dit le héros John Galt : « je suis le premier à avoir refusé de me considérer comme coupable de ma compétence [de chef d'entreprise] » (p. 1201). Dans son roman, c'est le chemin de fer qui est le moteur de l'économie, en écho à ce que Mark Twain a appelé par dérision « The gilded age », l'âge plaqué or, entre 1870 et 1900.



Les injustices de cette période sont aussi dénoncées par un personnage étonnant, George Henry, un économiste « autodidacte » très pédagogue, qui deviendra un homme politique qui s’opposera à la montée des inégalités sociales.

C’est l’époque de Rockefeller pour le pétrole, Carnegie pour l’acier, McCormick pour les machines agricoles, Dupont de Nemours pour la chimie, Vanderbilt pour le chemin de fer, Morgan pour la banque et du darwinisme social autour de la pensée d’Herbert Spencer.

Pour ces chefs d’entreprise, « L’inégalité sociale reflète l’inégalité naturelle » comme le rappelle Pierre Gervais

en 2024 dans son livre, *Les États-Unis 1860 à nos jours*. Carnegie affirmait, comme Musk aujourd’hui et une partie des leaders de la Silicon Valley, « que les nouveaux millionnaires comme lui-même sont seuls capables d’organiser la production et la gestion des richesses, et que la grande masse doit se contenter de leur obéir aveuglément. » (p.30.)

Les entrepreneurs du 19<sup>e</sup>, John Galt dans *La grève* et le trio Trump-Musk-Vance se réclament de la même idéologie de l’entrepreneur roi, des plus riches qui s’opposent à la démocratie et aux contrepouvoirs. C’est un coup d’État qui remet en cause toute la construction des États-providence, tout particulièrement en Europe, considérés comme des obstacles à la liberté, l’innovation et le progrès.

Il manque aussi l’armée. Quand Jules César franchit le Rubicon en 49 avant notre ère, il est appuyé par une légion. Il avait derrière lui huit autres légions stationnées en Gaule. C’était un coup d’État populiste qui permet au peuple de Rome de recevoir du blé et pour une partie des plus pauvres de recevoir des terres, comme le rappelle Raphaël Doan en 2019 dans son livre *Quand Rome inventait le populisme*. Avec Musk, pas de militaires, pas de chars, pas de mitrailleuses lourdes, pas de drones, pas d’aviation, mais une équipe de geeks informatiques, mais peut-être pas aussi compétents que l’on aurait pu le croire si on se réfère aux informations du samedi 15 février sur les failles du système DOGE.

Au lieu d'occuper le siège du gouvernement, le Parlement ou certains ministères, ou des casernes ou des hangars de stockage de munitions, ou le bâtiment de la télévision ou les aéroports, comme j'ai pu l'observer dans de nombreux coups d'État à Madagascar et au Congo, dans les années 1970, il lui suffit d'occuper un ministère, le Trésor, et de contrôler son informatique, sous le regard bienveillant du Président élu.

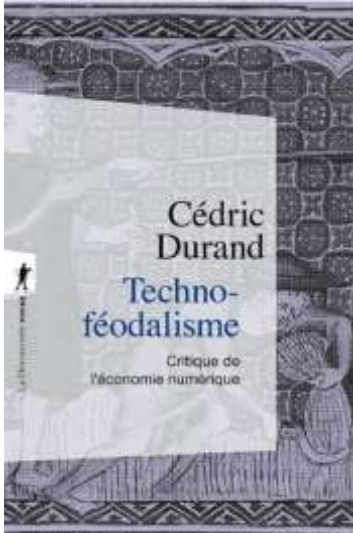
En étant numérique, sans peuple, sans contrôle parlementaire, au moins à court terme, sans armé, mais soutenu par les plus riches, c'est un coup d'État peu cher et donc reproductible dans d'autres pays, tout en plaçant les États-Unis au seuil d'un régime autoritaire qui fonctionne grâce à un contrôle numérique total des populations comme en Chine, ce qui va confirmer fin mai 2025 comme on le verra ci-dessous.

Il est donc à l'opposé d'un coup d'État populiste, même si un courant populiste autour de Banon soutient Trump. Au lieu de redistribuer à la plèbe, Elon Musk commence par geler tous les financements de l'USAID. Il fait déplacer une partie des magistrats ou des fonctionnaires qui menaient des enquêtes sur ses entreprises. Il se sert lui-même. C'est une méthode d'accaparement des richesses qui est proche de celle des oligarques russes après l'effondrement de l'Union soviétique, de l'armée chinoise après 1949 ou des militaires algériens après l'indépendance.

Il renoue aussi avec le maccarthysme qui s'est développé aux États-Unis entre 1950 et 1954 pour dénoncer tous ceux qui étaient supposés être communistes ou des espions de l'Union soviétique. Le vocabulaire pour dénoncer les fonctionnaires et les financements de tout ce qui relève de la solidarité nationale n'en est pas très éloigné. Musk, comme le sénateur McCarthy, se livre à une véritable chasse aux sorcières de tous ceux qui participent au fonctionnement de l'État Providence et à la mise en place de régulations et d'aides pour protéger les populations les plus démunies.

En supprimant le *deep state* et ses régulations « intempestives », il favorise le clientélisme politique. Donald Trump promet d'augmenter les droits de douane, mais comme le rappelle Paul Krugman dans le *New York Times* du 25 novembre 2024 : « Trump a imposé, en 2016, des droits de douane importants au cours de son premier mandat, et de nombreuses entreprises ont demandé des exemptions. Qui les a obtenues ? Une analyse statistique récemment publiée a révélé que les entreprises ayant des liens avec les Républicains, tels que mesurés par leurs contributions à la campagne de 2016, étaient significativement plus susceptibles (et celles ayant des liens avec les Démocrates moins susceptibles) de voir leurs demandes approuvées. »

Ce faisant il renoue avec une tradition américaine, le « système des dépouilles » (« *spoil system* ») qui au début du XIXe siècle permettait aux élus américains de récompenser ceux qui les avaient soutenus financièrement. La plupart des responsables politiques du gouvernement ne sont pas nommés sur leurs compétences, mais sur leur attachement à Trump.



Tout ceci montre pour finir la force des nouvelles logiques technosociales antidémocratiques qui permettent à un petit groupe de libertariens autoritaires déterminé de s'emparer sans grande difficulté, au moins pour le moment, des sommets stratégiques de l'État. L'inconnu est la capacité de réaction des États démocratiques, aux États-Unis, en Europe ou ailleurs face à cette menace mondiale.

## 2025 02 27, Une stratégie impériale plurimillénaire : capter les richesses de la périphérie en faveur du centre

Le coup de force de Trump, Elon Musk, Vance, P Theil, J Bezos, M Zukerman, Heritage Foundation et bien d'autres fait écho à celui de l'empereur Constantin au 4<sup>e</sup> siècle de notre ère. En premier, il récupère l'or des temples du pourtour méditerranéen pour renflouer la monnaie romaine. La nouvelle monnaie, le *solidus*, permet de payer l'armée romaine sur les frontières à l'est pour protéger l'empire des menaces barbares. En même temps, Constantin remplace le personnel païen par du personnel chrétien. Ce faisant, il relance l'Empire romain qui était en pleine crise.

(sources : Bruno Dumézil <https://www.youtube.com/watch?v=rGg0SPUPnnA>  
<https://consommations-et-societes.fr/2023-10-dominique-desjeux-la-competition-entre-religionspour-controoler-dans-limaginaire-les-incertitudes-de-la-vie-et-de-la-mort/>)

L'exemple historique évoqué ci-dessus n'est pas à utiliser littéralement, ni terme à terme. C'est un exemple méthodologique qui permet de comprendre comment, en anthropologie, on se crée des points de repère quand on rentre dans un monde inconnu. On utilise des comparaisons et des analogies tirées de l'histoire ou de la diversité des espaces

géographiques pour comprendre la logique de ce qui paraît irrationnel d'un point de vue technique, scientifique, économique ou démocratique.

Chaque analogie n'épuise évidemment pas le réservoir des interprétations possibles. Cependant, si on lit des auteurs comme Peter Francopan (*Les routes de la soie*, 2017) ou Gabriel Martinez-Gros (*Brève histoire des empires*, 2014), on comprend que l'histoire du monde est constituée par la victoire puis l'élimination d'une série de centres politiques, économiques et culturels, c'est-à-dire les empires, qui en s'appuyant sur l'armée, le contrôle des voies de communication, le contrôle de l'énergie humaine (les esclaves) et animale, associée à la levée des impôts sur les paysans, s'accapare les richesses de la périphérie au profit du centre. C'est ce à quoi on assiste avec Trump, même s'il n'est pas le premier.

Le coup de force politique et numérique organisé par les libertariens autoritaires américains qui appuient ou s'appuient sur Trump renvoie pour une grande part à cette logique impériale brutale. La stratégie de Trump peut se ramener à trois grands leviers : capter les capitaux internationaux, contrôler les ressources minières stratégiques, déréguler au maximum suivant un principe libertarien tout en s'appuyant sur l'État, principe autoritaire.

En suivant l'économiste Federico Fubini (interview dans *GrandContinent* du 21 février 2025), il est confirmé que le talon d'Achille des États-Unis est sa dette. Il faut trouver tous les ans « 2 000 milliards de dollars supplémentaires en bons du Trésor ». En même temps, Trump a promis de baisser les impôts et donc de baisser les revenus de l'État, tout en maintenant bas les taux d'intérêt de la banque centrale pour ne pas faire monter le cours du dollar, ce qui jouerait contre les exportations américaines et la dette intérieure. Et ici, on comprend l'objectif stratégique de l'augmentation des droits de douane américains : « Les pays tiers ne pourraient éviter les droits de douane que s'ils s'engageaient à réévaluer leur monnaie par rapport au dollar et, en même temps, à investir dans de nouveaux titres de dette publique américaine à long terme, avec des échéances pouvant aller jusqu'à 100 ans. »

Federico Fubini ajoute que « les *stablecoins* émis aux États-Unis pourrait devenir les moyens de paiement alternatif à l'euro. » Cela reviendrait à remplacer l'euro par des dollars numériques. Nous ne sommes pas très loin du Solidus de l'empereur Constantin ! L'objectif de Trump est de rediriger l'ensemble des flux financiers internationaux de sa périphérie vers son centre grâce au chantage des droits de douane. Fubini pense que cette stratégie de coercition peut être appelée « doctrine Miran », du nom du « nouveau président du Council of Economic Advisors de la Maison-Blanche, Steffen Miran, l'un des hommes les plus proches du président et l'un des plus influents dans la stratégie des droits de douane.

»

Son deuxième levier, qui relève d'une « extorsion mafieuse » comme l'écrit Amanda Taub, dans le *New York Times International* du 27 février 2025, consiste à faire chanter les pays qui dépendent du bouclier militaire américain : la sécurité contre vos matières premières, comme il le propose à l'Ukraine. Il fait de même pour le Groenland. Cette stratégie est pratiquement la même que celle qui est pratiquée par la Chine depuis une vingtaine d'années en Afrique et en Amérique du Sud. La Chine gage le financement d'un certain nombre d'infrastructures sur les richesses minières et agricoles des différents pays africains, comme l'ont montré Serge Michel et Michel Beuret dès 2008 dans *La Chinafrique*.

Contrôler le canal de Panama relève de la même stratégie de contrôle des flux commerciaux en faveur du centre américain. Dans ce domaine, il est fortement concurrencé par les Chinois qui ont développé plusieurs routes de la soie ferroviaires et maritimes.

Le principe général du contrôle des flux financiers et de matières premières sous forme brute ou transformée est de garantir la sécurité alimentaire, industrielle et commerciale du centre américain. *Vae Victis*, malheur aux vaincus.

Le dernier levier qui complète la captation des capitaux, celle des matières premières et de leur circulation est celui de la déréglementation et de la destruction de l'État profond (deep state), c'est-à-dire de l'État-providence d'un côté et de l'État qui régule les rapports de force à l'intérieur du marché pour limiter les monopoles. Des chefs d'entreprise comme Peter Thiel, fondateur de PayPal et proche d'Elon Musk, sont contre la concurrence et pour les monopoles des entreprises qui ont réussi, comme il l'écrit dans son livre *Zéro un*, de 2016.

La grande dérégulation lancée par Trump est la troisième de l'histoire des États-Unis. La première, comme évoquée ci-dessus, a eu lieu entre 1870 et 1900, à l'époque de ce que Mark Twain a appelé par dérision « l'âge du toc » dans son roman *The gilded age*. C'est l'époque des rois du pétrole, du chemin de fer, de l'acier et du machinisme agricole. L'idéologie dominante est celle du darwinisme social inspiré du philosophe britannique Herbert Spencer fondé sur une idée de base, celle de la sélection naturelle. Dans cette sélection naturelle, les entreprises jouent un rôle central. Ce sont elles qui doivent diriger la société. Les autres n'ont qu'à obéir.

Dans les années 1980, après une quarantaine d'années d'État interventionniste à la suite du New Deal mis en place par Franklin Roosevelt, c'est le retour de la dérégulation avec l'élection de Reagan soutenu par les libertariens.

À l'époque, il fallait capter la masse flottante des pétrodollars des monarchies pétrolières du fait de l'augmentation des cours du baril de brut à la suite de la crise pétrolière de 1973.

En 1983, l'économiste Guy Sorman, décrit *La révolution conservatrice américaine* de l'époque reaganienne. En 1988, dans une nouvelle préface, il écrit que le reaganisme « exalte les créateurs de richesses contre les rentiers, l'innovation contre la routine, l'individualisme contre l'autoritarisme [...] Les années Reagan nous auront enseigné [...] quelques leçons importantes, à contre-courant de la vulgate sociale-démocrate communément admise jusque-là, de part et d'autre de l'Atlantique : le capitalisme, loin d'être en crise, reste seul capable de générer l'innovation, les richesses et l'emploi. » Il conclut en disant que « l'administration Reagan n'a pas réussi à maîtriser les dépenses de l'État ; celui-ci continue donc à s'infiltrer dans tous les interstices de la société. Le déficit illustre ainsi un dysfonctionnement grave des institutions politiques américaines, entre la présidence et le congrès. Les parlementaires restent les maîtres absolus des dépenses qu'il multiplie par démagogie. »

Cette analyse est partagée par de nombreux libertariens. En 2025, Trump passe à une vitesse supérieure grâce à son coup d'État numérique avec la mise en place du DOGE animé par Elon Musk qui ferait presque passer Reagan pour un social-démocrate.

C'est un coup de force qui a beaucoup de ressemblance avec la montée au pouvoir d'Hitler, sur la base d'un pouvoir autoritaire et d'une liberté donnée aux entreprises, telle qu'elle est décrite par Johann Chapoutot en 2025 dans son livre *Les irresponsables : qui a porté Hitler au pouvoir ?* En simplifiant fortement sa très riche démonstration, il montre que le parti d'Hitler était électoralement en perte de vitesse ou stagnait, même s'il restait bien le parti le plus important au Reichstag (39,48% des voix en janvier 1933 contre 41,12% en juillet 1932, sans compter, en 1932, des pertes de voix importantes dans de nombreux Länder). De plus, il était menacé d'une scission par le secrétaire général du parti nazi Gregor Strasser. Son avenir était donc très incertain.

Ce n'est que grâce au soutien d'une partie des banques, de l'armée, de la presse avec le magnat Hugenberg, et du monde industriel qu'Hitler a pu s'imposer, d'abord comme chancelier en janvier 1933, puis comme président et chancelier après la mort du président Hindenburg le 2 août 1934.

Le fond idéologique fait de darwinisme social est le même. « Dans la vie des individus, c'est toujours le plus fort est le meilleur qui s'impose. Il en va de même pour les peuples, » comme le déclarait Hitler dans un discours à des militaires. De son côté, le

philosophe Carl Schmit critique l'étatisation de l'économie. Il inspire le chancelier Papan qui déclare qu'il faut « retourner au capitalisme, à l'économie privée, à la libre initiative de l'individu. ».

Le démantèlement de l'État fédéral américain passe par le licenciement de dizaines de milliers de fonctionnaires et par le remplacement de hauts fonctionnaires par des personnalités qui ont fait allégeance à Trump.

Pour parfaire le nouvel édifice politique, dès son arrivée pouvoir, Trump instaure toute une série d'interdits sur les mots comme « genre », « transgenre », « LGBT », « inclusion », « équité », « résilience climatique », et bien d'autres, qui limitent la liberté d'expression et de recherche. C'est la même technique de reconstruction de l'histoire et d'interdiction de mots « sensibles » que celle qui est appliquée en Chine où elle porte sur des termes comme Tibet, Taïwan ou Tiananmen. Les techniques de contrôle numérique sont aussi sophistiquées aux États-Unis qu'en Chine. En Chine c'est l'État et la police qui organise le contrôle. Aux États-Unis, ce sont les informaticiens privés qui en prennent le contrôle à travers le DOGE.

Une fois mise en évidence toute cette logique impériale de prélèvement des richesses de la périphérie vers le centre, il faut continuer à analyser le jeu des acteurs et les réactions des autres pays comme la Chine et l'Inde et regarder tout particulièrement le contrôle total des citoyens par le numérique en train de se mettre en place.

## 2025 06 La logique « trotskiste » de l'administration Trump

L'administration Trump est en train de réaliser le coup d'État le plus « moderne » de l'histoire contemporaine, sinon le plus parfait, en tout cas le plus totalitaire.

### *Les logiques techniques et logistiques des coups d'État modernes*

J'ai découvert le livre de Malaparte, *Technique du coup d'État*, publié en français en 1931, chez Grasset, grâce au livre de Giuliano Da Empoli, *L'heure des prédateurs*, 2025 (p.102) qui faisait suite à son premier livre « Les ingénieurs du chaos » de 2019.

La présentation du livre de Malaparte en 1948, 17 ans après sa première publication, résume ainsi sa thèse centrale : « Selon Malaparte, le temps des révolutions populaires est terminé. Nul besoin de mobiliser un peuple afin de conquérir le pouvoir. Pour renverser un régime, il suffit d'une organisation technique et tactique, d'un nombre restreint d'individus capables de paralyser, pendant quelques heures, les administrations. Il illustre cette thèse en analysant le coup d'État bolchevique de 1917, la victoire du Polonais Pilsudski contre les

Soviétiques en 1920, le putsch manqué de Kapp la même année à Berlin, et le 18 Brumaire de Bonaparte » (p. 9).

L'hypothèse est que le « coup » de Musk en 2025 avec sa petite équipe de geeks relève de la même logique insurrectionnelle au nom de valeurs, opposées à celle de Trotski, libertarienne, conservatrice et autoritaire.

Pour Malaparte, « le problème du coup d'État moderne est un problème d'ordre technique. L'insurrection est une machine, dit Trotski : il faut des techniciens pour la mettre en mouvement, et seuls des techniciens peuvent l'arrêter » (p.77).

Trotski critique Lénine dont il estime qu'il a une vision trop « philosophique » de la prise de pouvoir, à la manière de Clausewitz dont Lénine est un grand lecteur. Lénine cherche à mobiliser trop de troupes, de matelots et d'ouvriers à la fois « pour occuper et garder à tout prix le téléphone, le télégraphe, les gares, les ponts. » (p. 41) « Tout cela est très juste, dit Trotski, mais c'est trop compliqué. C'est un plan trop vaste, c'est une stratégie qui embrasse trop de territoire et trop de gens. Ce n'est plus une insurrection, c'est une guerre. Pour occuper Petrograd, point n'est besoin de prendre le train en Finlande. Quand on part de trop loin, on s'arrête souvent à mi-chemin. » (p. 42).

Le cœur de la démonstration de Malaparte sur Trotski correspond bien à la pratique d'Elon Musk, qui à l'arrivée de Trump, s'est tout de suite installé au cœur du système numérique du Trésor américain avec une petite équipe.

Il faut occuper la ville aux points stratégiques, mais avec des gens bien formés et en très petit nombre. « Pour s'emparer de l'État moderne, dit-il, il faut une troupe d'assaut et des techniciens : des équipes d'hommes armés, commandées par des ingénieurs. » (pp. 53-54). « La troupe d'assaut de Trotski se compose d'un millier d'ouvriers, de soldats et de matelots [...] J'ai le désordre pour moi [dit] Trotski ; c'est mieux qu'une grève générale. » (p.43).

Un modèle d'ingénieur du chaos.

Le gouvernement du social-démocrate Kerenski sait très bien que Trotski prépare un coup. Pour cela il protège les bâtiments des principales institutions : « les ministères, le Palais Maria, siège du Conseil de la République, le Palais de Tauride, siège de la Douma, le Palais d'Hiver, l'état-major général. » Il ne voit pas que Trotski va s'emparer de tout le système logistique qui conditionne le fonctionnement des institutions.

Il les laisse de côté, comme le DOGE le fera pour le congrès au début du mandat de Trump. Aujourd'hui les institutions judiciaires résistent. Le congrès devient plus présent, mais finalement, comme sous Reagan, vote de nombreuses dépenses allant à l'encontre de l'action du DOGE qui déjà n'avait pas abouti à grand-chose.

« Trotski est parvenu à se procurer le plan des services techniques de la ville. Les matelots de [Pavel] Dybenko, aidés de deux ingénieurs et d'ouvriers spécialisés, étudient sur place la disposition des conduites souterraines d'eau et de gaz, des câbles d'énergie électrique, de téléphone et de télégraphe [...] Trotski partage la ville en secteurs, fixe les points stratégiques, distribue les tâches, secteur par secteur, à des équipes formées de soldats et d'ouvriers spécialisés. Il faut des techniciens à côté des soldats : la conquête de la gare de Moscou est confiée à deux escouades composées de vingt-cinq soldats lettons, de deux matelots et de dix cheminots [...]

Les gardes rouges de Trotski se sont déjà emparés du central télégraphique et des ponts sur la Neva : pour assurer les communications entre le centre de la ville et le faubourg ouvrier de Wiborg, il faut avoir le contrôle des ponts. Les centrales électriques municipales, les gazomètres, les gares de chemin de fer sont déjà occupés par les matelots de [Pavel] Dybenko. Les opérations se sont déroulées avec une rapidité et une régularité surprenante. » (pp. 58-59)

Le démantèlement de l'État fédéral suit la même logique. Le DOGE conquiert l'État sans s'occuper du Congrès pour mettre en place une dictature.

Pour finir, Malaparte brosse une sorte de portrait-robot du dictateur en s'appuyant sur le cas d'Hitler : « son intelligence, ses ambitions, sa volonté même n'ont rien de viril. C'est un homme faible qui se réfugie dans la brutalité pour masquer son manque d'énergie, ses faiblesses surprenantes, son égoïsme morbide, son orgueil sans ressources. » (p. 198)

Pour mémoire, le journaliste Robert Armstrong du *Financial Times* en mai 2025 a traité Trump de « Taco » ("Trump Always Chickens Out" « Trump se dégonfle toujours »)

« Ce qui se retrouve chez presque tous les dictateurs, ce qui est une des caractéristiques de leur manière de juger les hommes par rapport aux événements, c'est leur jalousie [...]

Comme tous les dictateurs, Hitler est conduit bien plutôt par ses passions que par ses idées [...] Comme tous les dictateurs, Hitler n'aime que ceux qu'il peut mépriser. Son

ambition, c'est de pouvoir, un jour, corrompre, humilier, asservir tout le peuple allemand, au nom de la liberté, de la gloire et de la puissance de l'Allemagne.» (p. 198)

Trump se fait élire sur le slogan MAGA, *Make America Great Again*, tout en affichant un mépris total pour les conséquences négatives de l'augmentation des tarifs douaniers sur les populations les plus démunies qui n'auront qu'à acheter moins de poupées ... tout cela sans oublier l'épisode Zelenski dans le bureau ovale où il a cherché à l'humilier.

L'idée générale de Malaparte est qu'aucun pays n'est à l'abri d'un coup d'État. Cela n'est pas réservé au « tiers monde » : « Monseigneur Ratti, le pape actuel Pie XI, alors nonce apostolique à Varsovie, défendait, sans s'en apercevoir, la thèse de Trotski [il affirmait] que la révolution est tout aussi possible dans un pays civilisé, puissamment organisé et policé, comme l'Angleterre, que dans un pays en proie à l'anarchie, miné par la lutte des factions politiques et envahi par une armée ennemie, comme l'était à ce moment-là Pologne. » (p. 207).

### La conclusion de Malaparte en 1948

« Je n'ai rien à changer à ce que j'écrivais sur Hitler il y a dix-huit ans, entre novembre 1930 et avril 1931, dans le chapitre que le lecteur vient de lire. Hitler n'a pas pris le pouvoir en Allemagne, en janvier 1933, par un coup d'État, mais par un compromis parlementaire, grâce à la complicité de Hindenburg et de von Papen. » (p. 201).

cf. le livre passionnant de Johanna Chapoutot, *Les irresponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir ?* 2025, chez Gallimard, qui détaille cette thèse, arguments historiques à l'appui.

Malaparte ajoute que « La nature particulière de l'État moderne, la complexité et la délicatesse de ses fonctions, la gravité des problèmes politiques, économiques et sociaux qu'il est appelé à résoudre, en fait le lieu géométrique des faiblesses et des inquiétudes des peuples, augmentant ainsi les difficultés à surmonter pour assurer sa défense. L'État moderne est plus exposé qu'on ne croit au danger révolutionnaire [...] La raison d'être de ce livre est de montrer que le problème de la conquête et de la défense de l'État n'est pas un problème politique, que c'est un problème technique, que l'art de défendre l'État est régi par les mêmes principes qui régissent l'art de le conquérir, que les circonstances favorables à un coup d'État ne sont pas nécessairement de nature politique et sociale et ne dépendent pas de la situation générale du pays. »

La constance des comportements humains analysée ici porte sur les formes du coup d'État moderne, à la fois technique (principalement numérique, comme on le voit partout aujourd'hui), logistique et par des petits groupes (informaticiens et réseaux sociaux numériques), indépendamment de leur idéologie, ainsi que sur celle du comportement des dictateurs, là aussi, indépendamment de leurs valeurs politiques.

Les valeurs et les idéologies politiques ne disparaissent pas pour autant, mais elle change de place dans le système d'explication de l'action collective. Au lieu d'expliquer les pratiques, puisqu'elles peuvent être les mêmes pour les coups d'État en dehors de ces idéologies, elles leur donnent du sens et les justifient. Les travaux de Johann Chapoutot sur le nazisme sont de ce point de vue tout à fait remarquable. Je pense notamment à son livre de 2022, *La révolution culturelle nazie*, chez Gallimard, ainsi qu'à son livre de 2020, *Comprendre le nazisme* chez Taillandier.

Cependant je ne suis pas sûr qu'il faille mobiliser l'idéologie nazie pour comprendre le fonctionnement de Musk ou de Trump ou d'autres encore.

Par contre, le contenu de l'idéologie nazie renvoie probablement à des formes de pensée universelle à travers l'histoire. Dans la démonstration serrée du livre de Johann Chapoutot, « *La révolution culturelle nazie* », il fait voir une pensée spécialement sophistiquée, qui donne la nausée et dont certains éléments peuvent se retrouver chez les partisans de Trump, surtout après avoir lu le livre passionnant, mais aussi déroutant, de James Q. Whitman, « *Le modèle américain d'Hitler : comment les lois raciales américaines inspirèrent des nazis* », publié chez Armand Colin, avec une préface de Johann Chapoutot, en 2018, sans compter les rapprochements avec des groupes d'Afrique Sud nostalgique de l'Apartheid.

Après le départ d'Elon Musk, la prise de pouvoir numérique devient « un coup d'État permanent ». Il est toujours technique, il dépend d'un réseau prénumérique libertarien, le plus longtemps possible hors du contrôle des institutions légales et d'une agrégation d'idéologies diverses, spécialement bien présentées dans la revue en ligne « Le Grand Continent » (<https://legrandcontinent.eu/fr/>).

Leur dernière publication chez Galimard, en 2025, *L'empire de l'ombre. Guerre et Terre au temps de l'IA*, sous la direction de Giuliano da Empoli présente notamment des textes de Curtis Yarvin qui pense, comme René Girard, que « le principal problème dans les affaires humaines, c'est la violence » (p. 102) et qu'il faut s'en débarrasser.

Peter Theil explique que dans « des choses cachées depuis la fondation du monde, Girard expose comment l'hybris de Lucifer dissout l'ordre cosmique reposant sur l'autorité du père. [...] Une spirale d'envie, de conflits et de violence concentrée sur des boucs émissaires se déchaîne. L'eschatologie de Girard résonne avec la critique que Platon donne de la démocratie dans sa République, selon laquelle la Liberté et l'Égalité ouvrent la voie à la tyrannie. » (p. 160). Les nouvelles technologies sont un moyen d'échapper à cette tyrannie

en recréant des zones de liberté autonome de l'État sur la terre comme au ciel (cf. SpaceX), comme dans le roman bestseller d'Ayn Rand, *La grève*, de 1957.

Tout se passe comme si l'imaginaire des « trumpiens » avait comme référence la période où dominaient les grandes entreprises qui ont fait la richesse des États-Unis, de la fin de la guerre de Sécession en 1865 jusque vers 1900. C'est « l'âge d'or » (*golden age*) pour Trump et les libertariens, mais c'est aussi « l'âge des dorures » ou du toc ou du rococo (*gilded age*) pour Mark Twain et les partis progressistes américains.

Le 27 mai 2025, Emily Keegin a publié toute une série de photos dans le *New York Times International* sur la redécoration rococo du Capitole depuis l'arrivée de Donald Trump.

1865/1900 est une période très conflictuelle entre les riches et les pauvres, comme le décrit bien l'économiste américain Henri Georges dans son livre de 1888, *Protection ou libre-échange, tarifs en ce qui concerne les intérêts des classes laborieuses*, chez Hachette Livre/BNF. C'est de plus un bon polémiste : « les travailleurs ont besoin de quelque chose de plus que de paroles de sympathie : il ne saurait être satisfait par quelques gentilles phrases, comme celle que nous adressons à un cheval afin de l'attraper pour lui mettre un mors à la bouche et une selle sur le dos. » (sic) !

Là encore ce commentaire n'est là que pour rappeler une chose simple : tout le discours des trumpiens renvoie à un clivage central de la société américaine, et ailleurs, entre les riches et les pauvres.

Voir aussi sur LinkedIn, les analyses de Nicolas Mariotte, Virginie Raison-Victor,

## La force des réseaux sociaux prénumériques et numériques dans l'organisation des coups d'État dans la durée

Elon Musk s'en va, mais tout continue en termes de pratique et de culture matérielle.

Un article du *New York Time* du 30 mai 2025, écrit par Sheera Frenkel and Aaron Krolik explique que la société Palantir est chargée par Trump depuis mars 2025 de compiler et de centraliser les données sur les Américains et qui sont réparties dans différentes Agences.

« En mars, le président Trump a signé un décret ordonnant au gouvernement fédéral de partager les données entre les agences, soulevant des inquiétudes sur la possibilité qu'il compile une liste maîtresse d'informations personnelles sur les Américains, lui conférant un pouvoir de surveillance inédit. »

La société travaille depuis longtemps pour l'État : « Palantir, fondée en 2003 par Alex Karp et Peter Thiel, est spécialisée dans l'analyse de données complexes. » Alex Karp défend l'idée d'une alliance entre les nouvelles technologies et l'État dans un but de défense face aux menaces extérieures. La société Palantir aurait des contrats avec le gouvernement depuis 14 ans.

Le choix de Palantir relève d'un effet de réseau à géométrie variable : « Le choix de Palantir comme prestataire principal a été influencé par le Département de l'Efficacité gouvernementale (DOGE), dirigé par Elon Musk, selon des responsables. Au moins trois membres de ce département sont d'anciens employés de Palantir, et deux autres viennent de sociétés financées par Peter Thiel, cofondateur de Palantir. »

Alex Karp avait soutenu les démocrates à l'époque de Biden, mais après la victoire de Trump et l'augmentation de 140 % de la valeur de ses actions, il a déclaré qu'Elon Musk était la personne la plus compétente pour réformer l'État américain grâce à Trump.

Palantir possède deux produits stratégiques avec Gotham, un outil d'aide à la décision sur la base de l'IA, et Foundry qui permet d'agréger des données diverses et nombreuses. Ils « sont utilisés à la fois dans les secteurs civils et militaires. Pendant la pandémie, l'administration Biden avait fait appel à Palantir pour gérer la distribution des vaccins via les CDC [Centre de Contrôle des Maladies]. »

L'outil serait utilisé notamment dans quatre agences fédérales, dont le département de la Santé et des Services sociaux (HHS) et le Département de la Sécurité intérieure (D.H.S.) qui lutte contre le terrorisme. Il y aurait actuellement des négociations avec l'administration chargée de la Sécurité sociale qui paie les retraites publiques, les prestations d'invalidité et qui surtout attribue le Social Security Number (SSN) qui conditionne l'accès au travail ou au compte bancaire. En avril 2025, à l'I.R.S., le service des impôts des États-Unis, des ingénieurs de Palantir auraient commencé à utiliser Foundry pour centraliser les données recueillies sur les contribuables américains afin de créer une base de données unique. Une négociation serait en cours pour rendre permanente cette collaboration.

Foundry permet principalement de fusionner des données qui touchent à la vie privée. C'est pourquoi les opposants à l'usage de Foundry craignent que l'administration Trump l'utilise vis-à-vis de ceux qui émettent des critiques contre son administration ou pour réprimer l'immigration. Une négociation serait en cours pour créer une plate-forme qui permettrait de suivre les mouvements migratoires en temps réel.

Ils craignent aussi le piratage d'une partie des données : « L'adoption généralisée de Foundry ouvre la voie à une fusion facile des informations provenant de différentes agences.

La création de portraits détaillés des citoyens américains à partir des données gouvernementales n'est plus un simple rêve illusoire. L'administration Trump a déjà cherché à accéder à des centaines de données sur les citoyens et d'autres personnes via les bases de données de l'État, y compris leurs numéros de compte bancaire, le montant de leur dette étudiante, leurs demandes de remboursement de soins médicaux, ainsi que tout statut lié à un handicap. »

Cette politique publique de centralisation des données privées se rapproche autant de celle de la Guépéou soviétique que celle du régime chinois de contrôle numérique total. Ce n'est pas réjouissant, mais c'est un mouvement mondial qui a démarré avec l'émergence de la numérisation de la circulation des informations dans les années 1990.

(vidéo de 2024, par Dominique Desjeux, sur la vie quotidienne, la sécurité et le contrôle : <https://lnkd.in/edZnrM8M>)

Cf une analyse de 2015 pour Atlantico avant qu'il ne vire bord politiquement : <https://consommations-et-societes.fr/2015-02-d-desjeux-sur-les-big-data-le-controle-social-et-la-sorcellerie-atlantico/>

## Conclusion

Au final j'ai d'abord cherché à reconstituer les logiques souterraines qui participent à la formation des crises qu'elles soient matérielles, sociales ou symboliques dans l'histoire. Les crises relèvent de deux grands indicateurs : l'instabilité et la conflictualité. Ces deux indicateurs renvoient à de nombreux objets, à des vêtements, voire des armes, mais aussi à des lieux hors des villes ou à l'inverse au cœur des villes et beaucoup moins aujourd'hui à l'intérieur des lieux de production.

Les crises politiques et sociales se développent à partir de toute une série de déclencheurs géopolitiques, sanitaires, militaires, financiers, logistiques et climatiques. Ces déclencheurs sont le plus souvent le produit de quatre grands clivages que l'on retrouve dans toutes les sociétés : les classes sociales ou les strates, les générations ou les âges, les Genres ou les sexes et les cultures : religion, tradition, politique, ethnie). Ces quatre grands clivages ne sont pas toujours conflictuels. En fonction des périodes de l'histoire, ces différents clivages produisent de la conflictualité. Les crises sont la résultante de ces conflictualités qui émergent comme des volcans aux éruptions imprévisibles. Ce sont ces irruptions qui obligent les sociétés à évoluer et à changer.

C'est pour cela que les crises sont fondamentalement des éléments de déstabilisation des sociétés pour le meilleur comme pour le pire.